Zeitschrift: Bulletin Electrosuisse
Herausgeber: Electrosuisse, Verband für Elektro-, Energie- und Informationstechnik
Band: 99 (2008)
Heft: 16

Rubrik: Energiepolitik = Politique énergétique

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Patrick Moore: «L'écologisme est devenu religieux ...»

Pourquoi l'ancien dirigeant de Greenpeace soutient l'énergie nucléaire

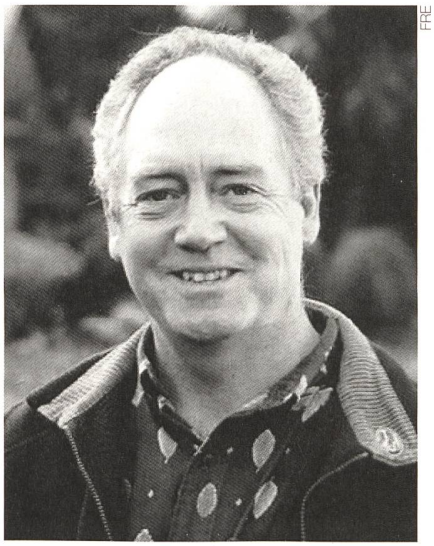
Comment un membre fondateur et ancien leader de Greenpeace est-il devenu l'un des plus ardents partisans d'un développement à grande échelle de l'énergie nucléaire? Le rédacteur en chef adjoint de la revue 21st Century Science & Technology, Gregory Murphy, a posé la question à Patrick Moore, lors d'un entretien à bâtons rompus paru le 16 mai 2008 dans le magazine Executive Intelligence Revue (www.larouchepub.com/eiw). Nous en publions ci-après quelques extraits dans une adaptation réalisée par la Fédération romande pour l'énergie (FRE).

Murphy: J'aimerais commencer par votre cheminement qui vous a conduit de la fondation de Greenpeace à votre position actuelle.

Moore: En fait, les premières campagnes antinucléaires de Greenpeace étaient dirigées contre les armements. C'était à la fin des années 60 et au début des années 70. C'était aussi en plein milieu de la guerre du Vietnam. Il y avait la guerre un peu partout à l'époque et nous craignions un éclatement d'un conflit nucléaire généralisé. Nous voulions stopper cette éventualité. Nous étions totalement focalisés sur l'aspect militaire et, rétrospectivement, je crois que nous avons eu le tort de mettre dans le même panier l'énergie et les armes, comme si tout le nucléaire était démoniaque. C'était aussi faux que de confondre aujourd'hui la médecine nucléaire et les armes atomiques. Il est évident que la médecine favorise une utilisation bénéfique de la radioactivité et de la technologie nucléaire. Elle diagnostique les maladies et guérit des millions d'individus. La plupart des substances radioactives qu'elle utilise, les isotopes médicaux, sont produits dans des réacteurs nucléaires. L'une des autres bonnes utilisations des réacteurs est évidemment la production d'électricité à des fins pacifiques. Nous devrions favoriser les applications bénéfiques de l'énergie nucléaire, comme nous faisons avec les autres technologies. C'est ce qui m'a conduit à revoir mes positions, alors que je commençais à me préoccuper des changements climatiques: comment faire pour s'en sortir en sachant que 86% de l'énergie mondiale sont dérivés des agents fossiles? Il a toujours été pour moi évident que l'éolien et le solaire n'étaient pas en mesure d'y apporter des réponses effectives. Il fallait combiner la puissance nucléaire et le potentiel hydroélectrique. Or, pendant ces vingt-cinq dernières années, les mouvements écologistes se sont efforcés de stopper les grands projets tant hydrauliques que nucléaires, alors que ce sont clairement les deux sources de substitution aux énergies fossiles les plus réalistes pour la production d'électricité. Nous étions dans l'erreur et je m'efforce aujourd'hui de faire de mon mieux pour la corriger.

Murphy: Vous avez souligné le rôle du nucléaire dans le changement climatique, et c'est sur cet argument que l'American Nuclear Society fonde sa campagne pour la relance du nucléaire. En fait, nous avons surtout besoin des nouvelles technologies nucléaires pour assurer le développement.

Moore: J'ai toujours été favorable au développement, peut-être même avant de changer mon point de vue sur l'énergie nucléaire. La pauvreté est le pire problème environnemental dans le monde. L'électricité est primordiale pour beaucoup de choses. Elle est étroitement corrélée avec l'alphabétisation, l'éducation et la santé. Les populations privées d'électricité ont une espérance de vie moyenne de 44 ans seulement. Ma contribution au film documentaire «The Great Global Warming Swindle» (La grande entourloupe du réchauffement global) visait à souligner l'effet néfaste que le mouvement écologiste exerçait sur les pays en développement, en voulant les priver des technologies que nous utilisons nous-mêmes quotidiennement. C'est un point clé dans l'équation du développement. Prenez le cas du barrage des Trois Gorges. Il faut peser le pour et le contre. Les Chinois ont dû construire des villes pour accueillir un million de personnes déplacées quand ils ont inondé la vallée. Mais ce barrage produira suffisamment d'énergie pour empêcher la construction de quarante grandes centrales à charbon. Il évitera les inondations qui tuaient jusqu'ici périodiquement des dizaines de milliers de personnes. Cet ouvrage permet aussi de contrôler l'irrigation des terres voisines, qui produiront ainsi deux fois plus de nourriture.



FRE

En désaccord avec les orientations politiques et anti-scientifiques du mouvement, Patrick Moore a quitté Greenpeace en 1986. Il préside aujourd'hui l'association Greenspirit Strategies, créée en 1990 pour promouvoir la science et le développement dans le débat écologique.

Murphy: Un autre bouc émissaire du mouvement écologiste, c'est la société industrielle.

Moore: Oui, mais à tort. L'environnement aux Etats-Unis est relativement propre, surtout par rapport à trente ans en arrière. Les rivières ou l'air ne se portent pas si mal, les forêts et les terres agricoles se trouvent en général dans de bonnes conditions. Ce n'est pas le cas dans les régions pauvres et désindustrialisées, marquées par l'érosion, la déforestation, la destruction des espèces.

Murphy: Le mouvement écologiste dans son ensemble semble avoir changé de nature. Il est désormais dirigé par des factions réfractaires à la science et à tout débat rationnel.

Moore: L'écrivain Michael Crichton souligne à juste titre que l'écologisme est devenu grosso modo un mouvement religieux.

Il véhicule des croyances plutôt que de la science. Bien que je sois le premier à accepter les croyances religieuses, j'estime qu'elles n'ont pas leur place dans l'élaboration de la politique écologique, qui doit être prioritairement fondée sur la science. Le mouvement écologiste a été pris en otage par les activistes politiques. Ces derniers préfèrent utiliser la peur, la désinformation et la propagande comme moyens de persuasion. J'estime pour ma part que la science et la logique sont essentielles pour aider les gens à comprendre ce qui se passe et qu'elles constituent les meilleurs moyens de résoudre les problèmes.

Murphy: Le public se préoccupe toujours beaucoup de la question des déchets radioactifs.

Moore: La solution réside dans leur recyclage. La France ou le Japon ont déjà trouvé une solution à ce problème; l'Angleterre et la Russie le font aussi. J'insiste sur l'utilité du retraitement. Ces soi-disant «déchets» constituent en fait l'une des principales sources d'énergie du futur. Grâce au retraitement du combustible des centrales après utilisation, nous pouvons transformer d'un seul coup cinq ans de déchets nucléaires en cinquante années d'énergie (...).

Jahrestagung der Gemischten Kommission Frankreich-Schweiz für die nukleare Sicherheit und den Strahlenschutz

Die Gemischte Kommission Frankreich-Schweiz für die nukleare Sicherheit und den Strahlenschutz (CFS) hat ihre Jahrestagung am 4. Juli 2008 in Avignon, Frankreich, durchgeführt. Sie stand unter dem gemeinsamen Vorsitz von André-Claude Lacoste, dem Präsidenten der französischen Behörde für nukleare Sicherheit (ASN), von Ulrich Schmocker, dem Direktor der Hauptabteilung für die Sicherheit der Kernanlagen (HSK), und von Werner Zeller, dem Chef der Abteilung Strahlenschutz des Bundesamtes für Gesundheit (BAG).

Die Delegationen erörterten die neusten Entwicklungen in den Bereichen des Strahlenschutzes und der Sicherheit von Kernanlagen und besprachen Organisationsfragen ihrer Aufsichtstätigkeiten. Weiter informierten sie sich gegenseitig über die Entwicklungen in der Kernenergiepolitik ihrer Länder.

Auf dem Gebiet der Organisation orientierte die schweizerische Delegation die CFS über die Fortschritte bei der Überführung der HSK in das Eidg. Nuklear-Sicherheitsinspektorat (ENSI). Starttermin für das ENSI ist der 1.1.2009. Die ASN wies auf einen Auftrag hin, wonach sie der Regierung einen Aktionsplan unterbreiten muss, der ihr die Verantwortung für die Sicherheitskontrolle von radioaktiven Quellen übertragen würde.

Zum Thema Strahlenschutz im Medizinalbereich stellte die ASN die «Echelle Expérimentale» vor, mit der Ereignisse bei medizinischen Behandlungen und Radiotherapien klassiert werden. Die ASN hat die auf der INES-Skala beruhende Ereignisskala zusammen mit der Französischen Gesellschaft für onkologische Strahlentherapie (SFRO) entwickelt. Die Delegierten interessierten sich im Weiteren für die beiden Briefe, welche die ASN nach zwei Radiotherapie-Unfällen veröffentlicht hatte. Sie sprachen sich für eine länderübergreifende Harmonisierung der Richtlinien aus, die sich auf die Entlöhnung und Ausbildung des Personals der Institute beziehen, die strahlentherapeutische und nuklearmedizinische Behandlungen anbieten.

Der Vertreter des schweizerischen BAG erläuterte die neue Organisation und die Änderungen der Strahlenschutzverordnung. Er informierte die CFS ausserdem über das gemeinsame französisch-schweizerische Vorgehen bei der Überwachung des CERN, die Einführung einer gesetzlichen Grundlage für die Schaffung einer Radon-Datenbank und den Beginn einer epidemiologischen Studie über Krebserkrankungen im Umkreis von Kernkraftwerken. Die HSK legte die Jahresbilanz 2007 der Freisetzungen der Kernkraftwerke in die Umwelt und der Dosiswerte des Personals vor.

Bei den Themen Reaktorsicherheit sowie Transport von Kernmaterialien und radioaktiven Abfällen besprachen die Delegierten die wichtigsten Ereignisse des vergangenen Jahres. Die französische Seite beschrieb vor allem die Fortschritte beim Bau des EPR. Sie informierte auch über die Verwendung der finanziellen Reserven für den Abbruch der Anlagen, die Verordnung über ausländische Abfälle in Frankreich, Fortschritte bei der Gesetzgebung für die geologische Tiefenlagerung und die Vernehmlassung in den Gemeinden im Hinblick auf die Lagerung von schwachaktiven langlebigen Abfällen.

Die Schweizer Delegation stellte ihr Sicherheitsbewertungssystem vor. Die zugehörigen Bewertungskriterien sind anwendbar sowohl bei Ereignissen in Kernanlagen als auch auf Erfahrungen, die bei Inspektionen gemacht werden. Die Delegierten berichteten ebenfalls über die im letzten Jahr in Kernanlagen eingetretenen Ereignisse.

Auf dem Gebiet der Entsorgung von Abfällen stellte die Schweizer Seite den «Sachplan Geologische Tiefenlager» vor, die Konditionierung von radioaktiven Abfallgebinden im Zwilag sowie die neuen Richtlinien im Abfallbereich.

Der Vertreter der Grenzkantone rief den Vorstoss des Kantons Basel-Stadt zur Erdbebengefahr in Erinnerung. Die Präsidenten erklärten sich bereit, im Frühling 2009 ein öffentliches Seminar durchzuführen, das die neuen Erkenntnisse in dieser Sache berücksichtigt.

Die Delegierten berichteten über ihre Programme für gemeinsam durchgeführte Inspektionen. Die Vorsitzenden betonten die Bedeutung dieser «Inspections croisées», sei es in den Bereichen Kernanlagen oder Medizin, Industrie oder Forschung.

Auf dem Gebiet der Notfallorganisation tauschten die Mitglieder der Kommission ihre Erfahrungen aus, die aus den – teilweise unter Einsatz von Helikoptern für die Luftüberwachung – durchgeführten Übungen gezogen werden konnten, und orientierten sich über die Ziele der kommenden Übungen. Zudem wurden die Delegierten über den bevorstehenden neuen französisch-schweizerischen Briefwechsel zur gegenseitigen Information auf regionaler Ebene (Basel–Colmar) informiert: Sein Inhalt wurde von allen Parteien genehmigt, womit der formelle Austausch der Texte zur Unterschrift in nächster Zeit vorgenommen werden kann.

Im Rahmen des Treffens besuchten die Mitglieder der CFS die Atalante-Anlagen am Standort Marcoule sowie den Reaktor Phénix. Es handelt sich dabei um zentrale Einrichtungen der französischen Forschungs- und Entwicklungsarbeiten für die sogenannte vierte Generation von Kernkraftwerken.

Die Kommission bestand auf französischer Seite aus Vertretern der Behörde für nukleare Sicherheit (ASN). Die schweizerische Delegation setzte sich zusammen aus einem Vertreter der Kantone sowie Vertretern der Hauptabteilung für die Sicherheit der Kernanlagen (HSK), des Bundesamtes für Gesundheit (BAG), der Nationalen Alarmzentrale (NAZ) und des Bundesamtes für Energie (BFE). *(BFE)*

Onsernonetal: Entscheidungskompetenz geht nach Rom

Das italienische Umweltministerium in Rom wird über die Baugenehmigung für das umstrittene Kleinkraftwerk im Onsernonetal entscheiden. Der Grenzprovinz Verbano-Cusio-Ossola (VCO) wurde die Entscheidungskompetenz entzogen.

Dieser Beschluss wurde bei einem Treffen der zuständigen Behörden in Verbania (I) auch Vertretern des Tessiner Umweltdepartements mitgeteilt, wie die Tessiner Tageszeitungen berichteten. Ob die Chancen auf eine Umsetzung des Kraftwerkprojekts dadurch schwinden, bleibt unklar. Das Kleinkraftwerk ist auf der italienischen Seite des Onsernonetals, bei den ehemaligen Bädern von Craveggia, geplant. Das Projekt stammt von der Firma Cattaneo SpA. Das Wasser soll dem Flüsschen Isorno entnommen werden.

Umweltschützer dagegen

Dies hat Umweltschützer beidseits der Grenze sowie den Kanton Tessin alarmiert, denn der Isorno ist einer der wenigen Bergflüsse im Tessin, die sich noch in ihrem ursprünglichen Zustand befinden. Durch eine Wasserfassung würde das Tal weitgehend ausgetrocknet, wird befürchtet.

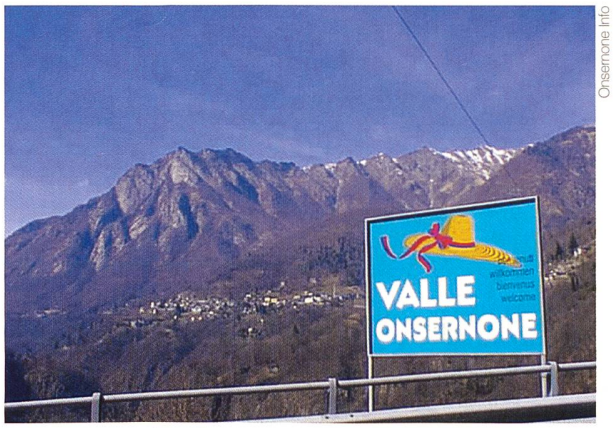
Wie Vinicio Malfanti vom Tessiner Umweltdepartement im Schweizer Radio italienischer Sprache (RSI) sagte, wird das Umweltministerium in Rom zuerst entscheiden müssen, ob die Genehmigungsprozedur für das Kraftwerk von vorne beginnen muss oder ob die bisherige Dokumentation übernommen wird.

Sicher sei, dass das ganze Prozedere für eine Genehmigung des Kraftwerkprojekts durch die Kompetenzverschiebung nach Rom verlangsamt werde. Allein dies wird im Onsernonetal schon als positive Entwicklung gewertet. Das Umweltdepartement lehnt das Vorhaben ab und teilte dies der italienischen Seite mit.

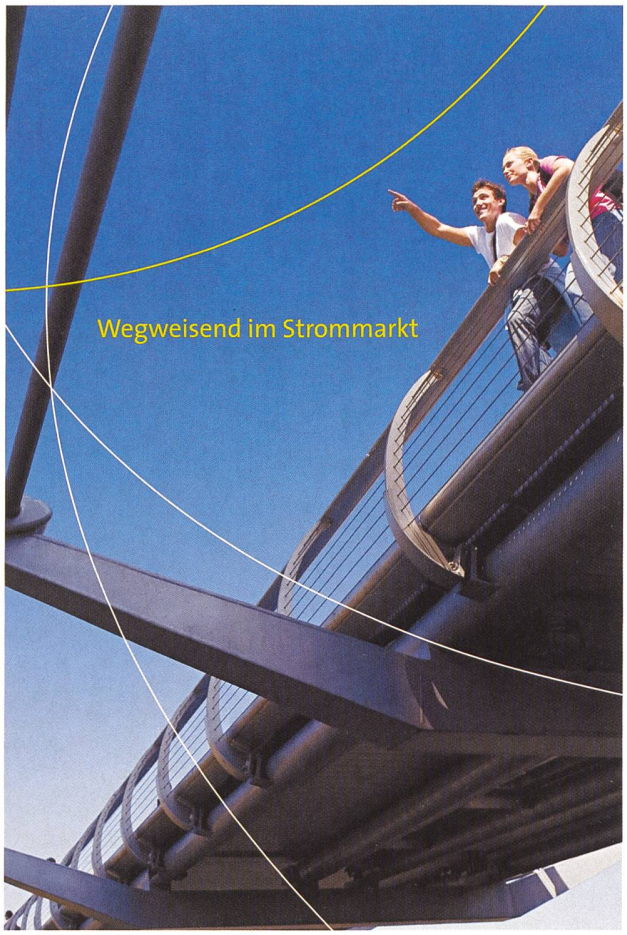
Naturpark als Alternative

Gegen das Kraftwerkprojekt setzte sich auch Bundesrat Moritz Leuenberger ein. Er hatte der damaligen italienischen Regierung im September 2007 vorgeschlagen, im Onsernonetal einen grenzüberschreitenden Naturpark zu schaffen. Dieser Vorschlag sei auf Interesse gestossen, teilte das UVEK damals mit.

Der Minister habe zudem versichert, dass sich Italien an die geltenden internationalen Richtlinien halten wolle. Demnach müsste die Schweiz bei der Umweltverträglichkeitsprüfung konsultiert werden. *(SDA)*



Onsernone Info



teravis®

Teravis – für die neuen Herausforderungen des Strommarktes.

Der Schweizer Energiemarkt gewinnt an Dynamik und Komplexität. Dies stellt Energieverteilunternehmen vor unternehmerisch anspruchsvolle Herausforderungen. Teravis bietet deshalb umfangreiche Beratung in den Bereichen Stromeinkauf, Stromverkauf, Unternehmensführung und Technik.

Gemeinsam mit Ihnen entwickelt unser Team kompetenter Spezialisten innovative Lösungen und sorgt dafür, dass Sie sich weiterhin auf Ihre Kernaufgabe konzentrieren können – die zuverlässige Energieverteilung.
Rufen Sie uns an: +41 62 289 48 48

> Teravis AG
Belchenstrasse 7
CH-4601 Olten

T +41 62 289 48 48
F +41 62 289 48 40

info@teravis.ch
www.teravis.ch